

# Genève / Copenhague

*une même nécessité de transformation sociale!*

Le lien entre atteintes à l'environnement et état social et économique de la planète a été mis en évidence en 1987 par le Rapport Brundtland « notre avenir nous appartient ». Les gâchis du capitalisme continuent à engendrer tout à la fois pillage des ressources et exploitation humaine. La pauvreté qui en découle joue à son tour sur l'état environnemental de la planète.

Même si une fiscalité peut devenir incitative à des comportements individuels nouveaux, ce ne sont pas quelques injustes écotaxes qui permettront de sortir de la crise multiple que nous connaissons. C'est toute la marche du monde qui est à revoir.

Le concept de développement durable a été dévoyé. Il faut lui donner un nouveau contenu associant

- lutte pour la préservation de l'environnement,
- luttes sociales et changements économiques,
- en y intégrant diversité culturelle et pratiques de démocratie participative

## **Changer de Cap économique et social**

Il ne pourra y avoir de développement durable, citoyen et solidaire sans profonds changements. Il y a urgence à changer de cap vers un autre projet de société, vers une économie équitable.

Un appui clair des forces politiques libératrices aux initiatives économiques équitables et solidaires, porteuses d'innovation sociale serait un élément rénovateur décisif.

Une majorité de citoyens souhaite une réforme profonde de l'économie. Savent-ils que des centaines de milliers de personnes y œuvrent déjà ? Salariés, bénévoles, entrepreneurs, consommateurs... de l'économie sociale et solidaire (ESS), ce champ est un véritable potentiel humain matériel et financier pour contribuer à transformer la société avec en France, 200 000 entreprises et 2 millions de salariés.



## **Produire, échanger, financer autrement**

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire montrent qu'il est possible de produire, échanger, financer autrement l'économie.

Ils ont inventé :

- dans la production et les services, de nouvelles formes de propriété démocratique, ni étatique, ni actionnariales,
- dans le commerce, des rapports de partenariat et de coopération et non pas la domination de quelques riches multinationales et de leurs actionnaires anonymes,
- dans les financements, des choix encourageant le développement de l'emploi utile, l'insertion de tous dans les activités économiques, et des productions préservant l'environnement.

Ces formes économiques encore très minoritaires se développent et peuvent se développer encore plus vite, nous pouvons y contribuer.



Ainsi un essor du commerce équitable, non seulement Sud Nord mais à travers des "circuits courts" coordonnés, visant clairement l'établissement de justes prix rémunérateurs notamment pour une agriculture de proximité, paysanne, innovante et intensément écologique, est une priorité à laquelle en France, les territoires, des régions aux communes peuvent contribuer immédiatement. Les pays en attente de développement ont aussi besoin de telles politiques. Il y faut en plus la sortie des produits agricoles de l'OMC, le rétablissement d'une stabilité de prix équitables, une protection douanière de leurs productions. C'est dans cette perspective qu'il serait réellement possible d'en finir avec les menaces de famine qui renaissent aujourd'hui dans notre monde encore modelé par les vétustes combinaisons marchandes et spéculatives.

### **Pour une grande banque mutualiste démocratique dans un pôle public et social financier**

Quant au financement des activités économiques, à nos propositions de fonds régionaux, on peut ajouter un rôle de vigilance et d'initiative citoyenne sur l'activité bancaire et économique régionale, des élus territoriaux et des sociétaires des banques coopératives et mutualistes (60% des dépôts bancaires et 50% des crédits)

Imaginons que la nouvelle banque issue de la fusion des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires votée par le Parlement devienne, au cœur d'un pôle financier public, la grande banque mutualiste, éthique, transparente et démocratique, soutien au développement local, au logement social, au développement et à la sécurité de l'emploi, de l'économie sociale, avec l'objectif de protéger l'épargne populaire sans visée spéculative. Rien n'empêche d'exiger dès à présent de véritables élections démocratiques dans toutes les agences locales de ces banques : leur statut coopératif le permet, c'est la volonté politique qui fait défaut.

Ainsi pourrait-on, dans la solidarité, rouvrir pour tous ceux que menacent les dérives actuelles de vraies possibilités d'emploi, de revenus, d'avenir.

---

## **Le Parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens**

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
  - Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse ... euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :  
Téléphone :

Adresse :  
Mail :